

Les enfants des régions marginalisées en danger ! Publication de l'étude de l'Observatoire Social Tunisien

Le framing actuel des médias sur l'aggravation de l'état de santé des enfants et notamment la fermeture de deux écoles en raison d'épidémies ainsi que la publication du rapport du Ministère du Développement et de la Coopération Internationale, de l'Institut National de la Statistique et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance sur le suivi de la situation des enfants et des femmes en Tunisie ont encouragé l'Observatoire Social Tunisien à publier une analyse sur la santé des enfants à partir de la problématique des inégalités régionales. Cette étude, disponible sur le site de l'OST souligne notamment la **vulnérabilité des gouvernorats de Kasserine, Kairouan et Sidi Bouzid** quant à l'état de santé des enfants, met en relief les différents facteurs – liés notamment aux **secteurs de l'eau et de l'assainissement** – à l'origine de cette conclusion et souligne l'importance de l'**application effective des conventions internationales** par le gouvernement tunisien.

Trois ans après l'ouverture de Choucha : des réfugiés toujours bloqués en Tunisie

Le **camp de réfugiés de Choucha**, situé dans le gouvernorat de Médenine à sept kilomètres du poste frontière de Ras Jedir et à 25 kilomètres de Ben Guerdane, a **ouvert le 24 février 2011**. Plusieurs centaines de milliers de réfugiés y transitent durant la crise libyenne de 2011 ainsi que par les camps de Remada, d'El Hayet et de Tataouine. En mars 2012, le camp de Choucha accueille entre 3 000 et 4 000 réfugiés de différentes nationalités, principalement subsahariennes mais aussi asiatiques, ainsi que des Palestiniens.

DONNÉES

Mouvements sociaux en octobre 2013

Nombre de préavis de grève 83

Nombre d'entreprises publiques et privées concernées par les mouvements sociaux 56

Revendications majeures :

- Amélioration des conditions de travail 45%
- Décaissement des salaires ... 28%

Source : « Tunisie : multiplication des mouvements de grèves ... l'UGTT accuse le gouvernement de « nonchalance » », *Al Huffington Post*, 24 novembre 2013.

Mouvements de citoyens : 12

Source : *Recensement de l'Observatoire Social Tunisie à travers les médias*, Octobre - novembre 2013.



Incendie du restaurant du camp de Choucha, Juillet 2011. Copyright: Sophie Bachelier. Tous droits réservés.

Plus d'informations sur:

WWW.OSTUNISIE.ORG



www.facebook.com/ftdes



@FT_DES



contact@ostunisie.org



+216 71 257 664



FTDES ONG

47 Avenue Farhat Hached, Bloc A, 2^{ème} étage, 1001, Tunis, Tunisie.

De 2011 à 2013, les réfugiés sont restés sans possibilité de quitter le camp pour le reste du territoire tunisien. Agressions et incendies ont endeuillé le camp à plusieurs reprises sans qu'aucune suite judiciaire n'ait été rendue publique. Pire, certains ont été secourus dans des embarcations de fortune alors qu'ils étaient repartis en Libye pour gagner l'Europe en bateau, ou sont enfermés ou disparus dans les camps et prisons de Libye. Une partie des réfugiés reconnus par les Nations Unies a quitté le camp pour être réinstallée dans des pays occidentaux. Mais le programme de réinstallation est désormais terminé.

Le camp a officiellement fermé ses portes le 30 juin 2013, sans qu'une solution n'ait été identifiée pour les réfugiés qui s'y trouvent encore (112 selon les Nations Unies, plus de 200 selon le FTDES). En juillet 2013, le gouvernement tunisien a promis des titres de séjour pour tous les réfugiés qui se trouvaient encore dans le camp. Aujourd'hui, aucun d'entre eux ne dispose de permis de séjour en Tunisie. Pas plus que les autres réfugiés qui se trouvent en zone urbaine et ont demandé directement l'asile auprès du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés sans arriver par le camp de Choucha, ni ceux qui se perdent en bateau sur la route de la Libye à Lampedusa et échouent sur le sable tunisien. Si la Tunisie a signé la Convention de Genève, des mesures concrètes sont désormais à prendre pour garantir les droits de ces personnes.

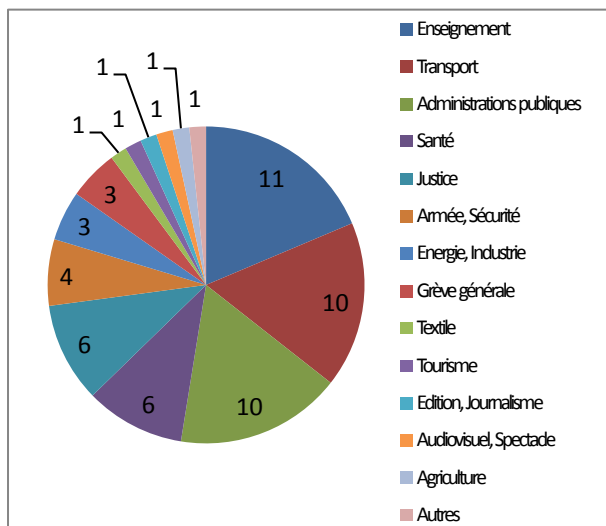
La hausse des mouvements de protestation révélatrice d'une tension économique et sociale

En novembre 2013, le Ministère des Affaires Sociales publiait une annonce sur les mouvements sociaux des mois d'octobre et novembre 2013. La Direction de l'Union Générale Tunisienne du Travail avait aussitôt émis des doutes quant à la véracité des données exposées par le Ministère. En effet, selon les autorités publiques, 83 préavis de grèves ont été déposés et 56 entreprises publiques et privés ont été concernées par les mouvements sociaux en octobre 2013. L'administration publique enregistre le taux de grève le plus important avec 17%, suivie par le secteur du textile et les industries métallurgiques, mécaniques et les services avec respectivement 15 et 12% de taux de grève. Les revendications majeures concernent notamment l'amélioration des conditions de travail (45 %) et le décaissement des salaires (28%).

INFOS

- Article sur le recensement des mouvements sociaux : <http://urlz.fr/cfV>
- Article sur la situation des réfugiés en Tunisie : <http://urlz.fr/cfW>
- Soutenez la réalisation du film « Choucha », tourné après la fermeture officielle du camp et soutenu par le FTDES ! <http://urlz.fr/bAr>
- Réuni entre les 16 et 18 décembre à Casablanca (Maroc), le Conseil International du FSM a annoncé que le Forum Social Mondial 2015 aura lieu à Tunis, en Tunisie.
- Photos du cycle de projections-débats sur le Bassin Minier dans les Universités de Tunis : <http://urlz.fr/bAm>
- Rapport du FTDES sur l'amélioration des conditions de vie des populations du Bassin Minier : <http://ostunisie.org/site/site/s/default/files/bassin%20minier%20a4%202.pdf>
- Photos de la Journée Internationale des Volontaires : <http://urlz.fr/bAn>

Dans le cadre de ses activités l'Observatoire Social Tunisien effectue un **recensement des mouvements sociaux** – en distinguant les mouvements syndicaux et les mouvements spontanés de citoyens – afin de publier un ouvrage sur la question en juin 2014.



Ainsi, les **59 annonces de grèves recensées par l'Observatoire Social Tunisien entre le 24 octobre et le 28 novembre** à travers les médias et ses relais locaux, révèlent que les secteurs d'activités les plus concernés par les mouvements sociaux sont **l'enseignement** primaire, secondaire et supérieur ; **le transport** (aérien et

terrestre) ; **la justice** (magistrats et avocats) et le secteur de **la santé** avec respectivement **11, 10 et 6 journées de grèves**.

Avec 10 journées d'arrêt de travail recensées, **les administrations publiques** (Ministères, Municipalités, Gouvernorats, bibliothèques publiques et Caisses Nationales de Sécurité Sociale) sont également touchés par les mouvements sociaux. Les agents publics réclament au même titre que leurs confrères du secteur privé de **meilleures conditions de travail**, une **meilleure transparence** dans le processus de nomination des promotions, ainsi que **le respect des engagements** – et notamment des conventions – **pris par les autorités publiques** lors de négociations avec les partenaires sociaux et les syndicats des différentes branches d'activités.

De surcroît, il convient également de rappeler que les **grèves générales du 27 novembre** dans les gouvernorat de **Siliana, Gabès et Gafsa** ont observé une mobilisation importante selon les Secrétaires généraux des bureaux régionaux de l'UGTT. Enfin, on constate que **les mouvements de citoyens** ont lieu dans les régions particulièrement marginalisées notamment à Kasserine, Kairouan, Gafsa, Médenine, Gabès et Sidi Bouzid. Dès lors, entre le 24 octobre et le 28 novembre, les populations se sont principalement mobilisées pour **réclamer des mesures économiques et sociales**, de **meilleures conditions d'études** et **d'accès au centres de santé** et témoigner **leur rejet de la violence et du terrorisme**.

MEDIAS

- Newsletter de Novembre 2013 diffusée sur le site internet du **Forum Social Mondial en Provence** : <http://urlz.fr/bzv>
- Tunisie : multiplication des mouvements de grèves ... l'UGTT accuse le gouvernement de « nonchalance », *Al Huffington Post*, 24 novembre 2013 : « La grogne sociale monte en Tunisie selon le ministère des Affaires sociales qui a constaté une multiplication des mouvements de grèves en octobre et en novembre. » <http://urlz.fr/bGw>

Plus d'informations sur:

WWW.OSTUNISIE.ORG

www.facebook.com/ftdes

@FT_DES

FTDES ONG

contact@ostunisie.org

+216 71 257 664

47 Avenue Farhat Hached, Bloc A, 2^{ème} étage, 1001, Tunis, Tunisie.

Sensibilisation

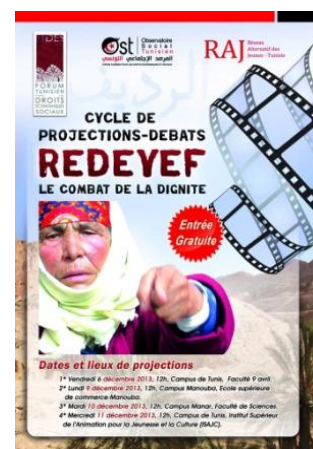
Journée Internationale des Volontaires, Centre culturel Menzah 6, 5 décembre 2013



Le 5 décembre 2013, l'équipe de l'Observatoire Social Tunisien a participé à la **Journée Internationale de Volontaires (JIV)** qui s'est tenue au Centre culturel de Menzah 6. Organisée conjointement par France Volontaires Tunisie, le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et l'Agence de Coopération de la Corée (KOICA), cette journée mondiale célèbre l'engagement des volontaires et des bénévoles au sein de leur association et visait notamment à sensibiliser les jeunes aux actions citoyennes. Divers supports de sensibilisation relatifs aux thématiques de l'Observatoire Social Tunisien telles que **la migration, les enjeux économiques et sociaux, les inégalités régionales et les inégalités de genre** ont alors été présentés au public par les trois volontaires du Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux.

Cycle de projection-débats en milieu universitaire, 6-11 décembre 2013

Afin de sensibiliser les jeunes tunisiens aux divers enjeux économiques, sociaux et environnementaux, l'Observatoire Social Tunisien propose des interventions en milieu scolaire et universitaire à travers une démarche participative. Ainsi, entre les 6 et 11 décembre 2013, l'OST a organisé en partenariat avec le Réseau Alternatives des Jeunes – Tunisie (RAJ), **un cycle de projection-débat autour du film « Léïla Khaled, la Tunisienne » dans quatre Universités de Tunis** (Faculté du 9 Avril, Campus Tunis - El Manar, Ecole Supérieure de Commerce de la Manouba, Institut Supérieur de l'Animation pour la Jeunesse et la Culture). L'objectif était alors d'informer les étudiants sur les conditions de vie des populations du Bassin Minier et de mettre en lumière l'importance du rôle joué par les femmes militantes dans les mouvements sociaux. Plus largement, **il s'agissait de revenir sur le processus révolutionnaire entamé en 2008** suite aux mouvements de protestations qui ont soulevé la région du Bassin Minier.



Dès lors, la participation de plus d'une centaine d'étudiants à ces événements de sensibilisation a encouragé l'Observatoire Social Tunisien à **renouveler l'expérience à partir du mois de février 2014** à Kasserine, Kairouan, Monastir et Redeyef, localités dans lesquelles sont implantés les bureaux régionaux du FTDES.

Plus d'informations sur:


WWW.OSTUNISIE.ORG

 www.facebook.com/ftdes

 @FT_DES

 FTDES ONG

 contact@ostunisie.org

 +216 71 257 664

47 Avenue Farhat Hached, Bloc A, 2^{ème} étage, 1001, Tunis, Tunisie.